

*Renforcer l'action parlementaire dans la lutte contre le VIH/SIDA*  
*Discours de M. Donald M. Payne*  
*Réunion de l'Union interparlementaire et du*  
*Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA*  
*11 juin 2007*

Je tiens à remercier les membres de l'Union interparlementaire d'avoir pris le temps de venir à Washington D.C. pour débattre des moyens qui permettraient aux parlementaires de participer plus largement à la lutte contre l'épidémie du sida.

Des réunions mixtes comme celle-ci sont essentielles et le deviendront d'autant plus à mesure que nous intensifierons l'action mondiale de lutte contre la propagation du VIH/SIDA, dans les prochaines décennies.

Aux Etats-Unis, c'est la législature qui est à l'origine de l'action engagée pour lutter contre le sida à l'échelle mondiale. Les gens croient que la lutte contre cette pandémie mondiale est une idée du gouvernement de Georges Bush, mais c'est loin d'être le cas. C'est en fait le Congrès qui a proposé de créer un fonds international d'affectation spéciale pour combattre le sida.

Le Comité des législateurs noirs du Congrès a contribué de manière déterminante à la sensibilisation sur la nécessité de combattre le sida en Afrique bien avant qu'aucun gouvernement ne s'y intéresse.

Le Congrès a élaboré les programmes de lutte contre le sida avec très peu d'aide de la Maison blanche.

C'est aussi le Congrès qui a exigé que le traitement fasse partie de la stratégie de lutte contre le sida des Etats-Unis quand le gouvernement a fini par accepter l'idée qu'il fallait faire quelque chose. Les parlementaires ont dû faire preuve de ténacité pour que le gouvernement intègre le traitement dans son plan d'action dans le dossier du sida, alors que ses priorités étaient l'éducation, le conseil, le dépistage et le fameux slogan "abstinence, fidélité, préservatif".

Nos hôtes qui travaillent à l'international auront peut-être du mal à le croire, mais nous avons dû nous battre pour que le gouvernement de Georges Bush admette qu'il était faisable de fournir un traitement aux africains contaminés par le VIH/SIDA.

Je me souviens parfaitement d'un haut responsable de l'administration Bush disant aux membres du Congrès que c'était impossible.

En fait, il nous a carrément dit qu'il n'y avait pas de traitement possible en Afrique parce que les Africains ne savaient pas lire l'heure et n'avaient pas de montres.

Nous avons su dès lors que c'était une posture. Il s'agissait encore d'un de ces préjugés sur l'Afrique qui nuisent tant à nos relations avec ce continent.

Et le succès du Plan présidentiel d'aide d'urgence dans la lutte contre le sida en Afrique l'a prouvé.

A peine quelques années après cette allégation ridicule, selon les services du Coordonnateur mondial de la lutte contre le sida, plus de 800 000 personnes reçoivent une médication antirétrovirale dans 15 pays cibles du Plan présidentiel.

Douze d'entre eux se trouvent en Afrique sub-saharienne. Chaque mois, près de 50 000 nouveaux patients bénéficient de ce traitement salvateur.

Là encore, c'est le Congrès qui a eu l'idée d'un coordonnateur. L'Administration Bush a commencé par s'y opposer, pour finir par s'y rallier et créer le Bureau du Coordonnateur mondial de la lutte contre le sida.

L'objet de mon propos est de vous montrer que notre rôle en tant que parlementaires a été et demeure essentiel. Sans le Congrès, le Plan présidentiel n'aurait peut-être pas intégré le traitement. Il n'y aurait peut-être pas eu de Coordonnateur mondial – et peut-être même qu'aucun programme global d'envergure n'aurait vu le jour.

Après nous être battus avec succès pour un programme de lutte contre le sida, il est de notre devoir de faire pression sur nos chefs d'Etat respectifs et de les encourager à développer les programmes actuels et à en adopter de nouveaux.

La communauté internationale a toujours devant elle la difficile mission de trouver un remède contre le sida et d'empêcher sa propagation. Il y a une multitude de points à améliorer et le pouvoir législatif, autrement dit les parlements, doivent exiger que les pouvoirs publics agissent.

L'apparition d'une forme de tuberculose extrêmement résistante aux médicaments représente un danger pour nous tous, surtout pour les porteurs du VIH/SIDA. Aussi est-il indispensable que nos programmes de traitement du sida empêchent sa propagation.

Il faut en outre assurer l'accès aux traitements antirétroviraux à un plus grand nombre de personnes, en particulier en Afrique. En effet, seuls 28% des Africains qui ont besoin de ces médicaments y ont effectivement accès.

Il y a de quoi être choqué quand on sait qu'en Afrique 85% des enfants qui ont besoin d'antirétroviraux doivent s'en passer.

Nous devons par ailleurs redoubler d'efforts pour empêcher le VIH de se propager encore, ce qui suppose de recourir à de nouvelles méthodes de prévention et de les appliquer de manière énergique aussitôt qu'il a été démontré qu'elles étaient sans danger.

A titre d'exemple, les Centers for Disease Control and Prevention (Centres de prévention et de lutte contre le sida) ont publié un document qui indique que le risque de contamination par le VIH est inférieur de 44% chez les hommes circoncis que chez les hommes non circoncis. Voilà donc un instrument de prévention que nous devons utiliser chaque fois que nous le pouvons.

Pour résumer, nous savons ce qu'il faut faire et nous devons nous donner les moyens d'agir.

Le 3 mai, dans le cadre d'une manifestation au Centre d'études stratégiques internationales, ici-même, à Capitol Hill, j'ai dit devant une assemblée qu'il fallait que les Etats-Unis multiplient par deux l'aide qu'ils fournissaient dans le cadre du Plan présidentiel, et passer ainsi que 15 milliards de dollars à 30 milliards de dollars.

Je ne sais pas s'il y avait sur place un émissaire de la Maison blanche, ou s'il s'agit d'une pure coïncidence, mais j'ai été très heureux d'entendre fin mai le Président déclarer précisément qu'il demanderait au Congrès de doubler le montant de l'aide.

Le Congrès est en train d'élaborer un texte qui élargira l'actuel programme des Etats-Unis dans la lutte contre le sida, notamment pour le rendre plus efficace. Il va de soi que nous débloquerons les 30 milliards de dollars requis, sinon plus. Et je mettrai tout en œuvre pour m'assurer que chaque cent de ces fonds ô combien nécessaires sera bien alloué.

Il aura fallu beaucoup de temps à la communauté internationale pour se réveiller et prendre conscience de la menace que représentait l'épidémie du sida. C'est pourquoi même si nous avons beaucoup avancé ces dernières années, nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers.

Nous devons au contraire redoubler d'efforts pour éradiquer cette maladie.

Je suis impatient de travailler avec mes collègues de l'Union interparlementaire pour discuter avec eux de ce que peuvent faire les parlements pour donner l'exemple en s'efforçant de faire reculer le VIH/SIDA.